

N°490

du 17
Avril
2012

Editorial

Par Koffi
SOUZA

LA REFONDATION POLITIQUE

L'élection présidentielle de 2010 annonçait déjà un grand changement politique. En adoptant le thème ENSEMBLE pour sa campagne présidentielle, Faure Gnassingbé n'entendait pas seulement choisir un slogan, il souhaitait surtout marquer sa volonté de rassembler le peuple togolais en dehors des clivages politiques traditionnels pour lui permettre de franchir sur une nouvelle base, une nouvelle étape de sa vie politique.

Des préalables devaient être levés sur ce chemin.

Il fallait décriper les relations avec l'opposition et ce fut l'accord de gouvernement avec l'UFC.

Il convenait aussi de réconcilier les Togolais meurtris par les remous de leur vie politique. La remise du rapport de la commission Vérité Justice Réconciliation a permis de franchir ce pont de la concorde.

Ainsi le RPT a vécu. Ce grand mouvement politique et son père fondateur demeureront une part essentielle de l'histoire du Togo et une Fondation Eyadema permettra de conserver la mémoire de cette épopée historique.

Mais il faut, après une si longue histoire, donner à la maison de nouvelles fondations et une nouvelle structure pour lui permettre de s'ouvrir plus largement et de faire place aux nouvelles générations.

La création du parti Unir répond à cet objectif. C'est, selon la juste parole du président du parti Faure Gnassingbé, le "commencement" d'une nouvelle ère de la vie politique togolaise.



L'UNION

Bi-hebdomadaire Togolais d'Informations et d'Analyses

P.3 Dissolution du RPT et création de UNIR

Le défi de la vraie rupture commence pour Faure Gnassingbé

** Pouvoir demander des comptes, même à ses plus fidèles compagnons, et punir.*

P. 4 Le panier de la ménagère à Lomé
Les "Légumes frais en feuilles" et les "Céréales non transformés" font baisser les prix de 0,2% en mars



Faure prononçant son discours au Congrès de Blitta

P.7 Formation politique
La NJSPF soutient la création du nouveau parti «UNIR»

P.3 Communication officielle sur la Limusco le 11 avril 2012
Une actualisation à 22 mois d'arriérés de salaires et un important endettement

P.4 Contre le chômage grandissant des jeunes diplômés
Un vieux projet d'appui aux initiatives économiques en cours de réadaptation



PA-LUNION

www.pa-lunion.com



- Actualités Nationales
 - * Politique
 - * Economie
 - * Société
 - * Sport
 - * Culture...
- Informations Internationales
- Réflexions...

Dissolution du RPT et création de UNIR

Le défi de la vraie rupture commence pour Faure Gnassingbé

*** Pouvoir demander des comptes, même à ses plus fidèles compagnons, et punir.**

Sylvestre D.

Les reports successifs cachent mal l'angoisse et la réticence de ceux qui ont juré par le Rassemblement du peuple togolais (RPT) à voir le vieux parti disparaître. Les sourires du coin des lèvres, à la fin des assises, ne trompent pas. « Je sais que, pour certains d'entre vous, ce choix n'a pas été au départ facile à envisager. Je sais que beaucoup ont été, à un moment donné, habités par la peur de l'inconnu. C'est une attitude légitime et je la comprends », dit à juste titre l'ex-président de l'ex-RPT. Faure Gnassingbé et les autres ont dû s'employer pour faire tenir, finalement, le congrès de Blitta, le congrès qui a scellé la dissolution, mieux la fusion (expression consacrée), de l'ex-parti présidentiel.

Le 30 novembre 1969, le RPT naissait ; le 14 avril 2012, son requiem est dit. Peut-être, il fallait quelqu'un de l'intérieur pour le faire. En souvenir de la tentative de dissolution au début du processus de démocratisation. A Blitta, le RPT a sauté le verrou de ses statuts et, pour l'avenir, personne ne peut plus se revendiquer du parti, personne ne peut plus agir au nom du parti, au nom d'un système et d'une machine. En lieu et place du RPT, écrire et lire UNIR (en définition, Union pour la République). Du moins, dans la conscience collective.

Et c'est ici tout le sens de l'acte historique que la méthode Faure Gnassingbé a poussé les caciques à poser à Blitta. Plutôt, c'est là tout le challenge qui se dresse devant la nouvelle formation politique et ses militants. « Au regard de notre cheminement, nous avons besoin d'un temps d'arrêt pour faire le bilan et opérer les choix stratégiques devant guider notre quête de progrès et d'un avenir meilleur pour notre pays, le Togo ». Tout y est, le virage est fait. Depuis le retour des bailleurs de fonds, il était clair que le fardeau du RPT devenait trop lourd à porter. Ce n'est pas un secret, le RPT a en mains tous les rouages de l'appareil d'Etat, de l'administration publique. Des réformes ambitieuses sont mises en place depuis 2006. Clopin-clopant, elles font leur route, mais la mayonnaise ne prend pas. Le bas-peuple n'est pas seul à ne rien sentir dans son panier. Il faut suivre les séminaires sur l'avancée des réformes pour s'en convaincre. Ça traîne. Des fois, on s'abstient de poser sa simple signature pour faire bouger les lignes, au nom de ses seuls calculs. Les bailleurs de fonds s'en plaignent. Par endroits, on ne veut pas fermer les circuits d'évasion des recettes publiques dans un contexte international de rareté de ressources. Comme le flatteur, le voleur vit aux dépens de la faiblesse des outils de contrôle, le corrupteur vit aux dépens des corrompus.

Le second quinquennat de Faure Gnassingbé étant prioritairement



Vue partielle des congressistes

économique, les lenteurs n'ont que pour responsable Faure Gnassingbé lui-même. Naturellement. Mais il est acquis que c'est le système en place qui est indexé. Le RPT donc. Il n'est plus porté dans les cœurs au nom des conséquences désastreuses de sa gestion de la chose publique. « Si nos regrets peuvent contribuer à panser les blessures de tous ceux qui ont souffert de quelque manière que ce soit de nos erreurs de jugement et des dommages éventuels résultant de notre action, je formule ces regrets aujourd'hui avec d'autant plus de force et de sincérité », lance Faure Gnassingbé, du haut de la tribune de Blitta. Il faut, en conséquence, dépasser les « moments de doute et d'hésitation » et proposer autre chose. Posons avec Faure l'hypothèse de l'assurance que « les appréhensions ont pu être surmontées pas à pas » et que tout le monde est mobilisé pour baliser la voie vers un nouveau départ. C'est le défi de la rupture, la vraie, une forme de rupture avec le passé, qui suppose que les dérapages et les griefs portés au RPT – que reconnaît Faure lui-même – ne soient pas reportés sur le compte de UNIR. Autrement, ne pas juste offrir un changement cosmétique.

Il est palpable que Faure veut des réformes, des changements, une autre façon de gouverner, mais il ne pourra pas être dans les ministères et autres institutions de la République pour la mise en exécution, pour la phase pratique. Cela reviendra, à coup sûr, à la machine existante (et en place !) du défunt RPT. Le RPT est mort, mais les RPT sont vivants, postés dans tous les secteurs du pays (social, humanitaire, politique, économie, finances, foncier, justice, emploi, mines, etc.). C'est la difficulté congénitale du nouveau parti qui doit être aimé des orphelins du RPT, surtout que la fougue et la détermination de ceux qui ont sillonné les bourgades pour en appeler au nouveau parti ne pourront pas remplacer, à tour de bras, un système quarantenaire. Peut-être qu'ils ne feront pas mieux. Les RPT n'échappent pas à la condition humaine : n'avoir que pour

soi et rester insatisfait.

Qu'à cela ne tienne, Faure Gnassingbé va être seul et doit être seul à impulser la direction. Il lui faudra se débarrasser de la peur de l'inconnu de la sanction. Naturellement, aujourd'hui, beaucoup veulent voir avant de croire. Et c'est ce qui fera la différence entre le Rassemblement (RPT) et l'Union (UNIR). Faure doit pouvoir demander des comptes, même à ses plus fidèles compagnons. Lesquels ne manqueront pas, dans la nouvelle aventure, de rouler pour eux-mêmes. Désormais, il faut laisser tomber le label du puissant, de l'unique décideur, et accepter d'accueillir l'autre. « Vous avez fait le bon choix, car pour vivre, se régénérer à nouveau et donner des fruits en abondance, le grain se doit de donner toute sa substance, tout son être, tout de lui-même afin qu'une nouvelle plante grandisse et porte en elle la promesse d'une nouvelle moisson, plus abondante. Ce renoncement créateur que vient d'effectuer le Rassemblement du peuple togolais le grandit et le magnifie », a dit le président Faure à ses camarades de l'ex-RPT. Et d'ajouter : « le changement s'impose à nous comme une absolue nécessité (...) Pour réussir, nous devons taire nos égoïsmes, surmonter définitivement nos appréhensions, faire bouger les lignes et fusionner les énergies, toutes les énergies. L'avenir du Togo doit désormais reposer sur le dialogue constructif, la préservation du climat politique apaisé. Le Togo de demain doit reposer sur le pardon mutuel et la réconciliation ».

Il est aussi acquis que certains inconditionnés ont voulu garder leur RPT. Ils se considéraient comme les « exclus de l'esprit nouveau ». Car leur seule appartenance et allure de militant du RPT faisait ouvrir des portes, faisait gagner des marchés. Ils ont dû être rassurés. Encore que, reversés dans le nouveau parti, ils rêvent ne pas être totalement rayés et oubliés. Du moins pour ceux qui remplissent les conditions de persévérer loyalement et légalement. Leur mise à l'écart systématique et automatique, au seul motif de

rechercher la nouveauté, peut bloquer la machine de la relance. Il n'y a pas que des mauvais dans les RPT. Le verbe du changement doit se conjuguer au mérite, au partage et à l'équité. Histoire de ne pas dire, à la fin, « le RPT est mort, vive le RPT ».

Pour l'heure, captez les radios privées et écoutez les « experts » et « spécialistes » du RPT et, déjà, de UNIR – non membres d'aucun de ces deux partis –, décodant le pedigree de la mouche qui a pu piquer Faure et les siens à faire ça. Sans oublier toutes les « anomalies » juridico-politiques.

Communication officielle sur la Limusco le 11 avril 2012

Une actualisation à 22 mois d'arriérés de salaires et un important endettement

« Le ministre des enseignements primaire, secondaire et de l'alphabétisation a fait un premier compte rendu sur la situation que traverse actuellement la Librairie des mutuelles scolaires (Limosco) », précisait le communiqué final du conseil des ministres du 29 juin 2009. Le 11 avril 2012, un nouveau conseil des ministres dit que « la ministre a fait le point sur la situation financière de la Limusco et a proposé des pistes de solutions en vue de faire face aux problèmes que connaît cette institution ». Du coup, dans un intervalle de 34 mois, qu'est-ce qui a dû changer, du ministre Sambiani Laré à la ministre Essossimna Leguezim-Balouki ? Il faut parcourir les deux documents officiels pour s'en convaincre. L'architecture est la même, avec l'évolution, les problèmes, les difficultés, la situation actuelle de la Limusco et les efforts consentis par l'Etat.

En juin 2009, on en appelait à un appui financier à la Librairie des mutuelles scolaires, à des « décisions courageuses » pour sauver de la ruine un outil d'appui au système éducatif, surtout dans les zones rurales et décharger la Limusco du lourd fardeau de ses



Essossimna Leguezim-Balouki, Ministre des Enseignements primaire et secondaire

dettes et recommencer à approvisionner ses dépôts. A court terme, il était pointé une dotation budgétaire chaque année pour compenser le prix social et la prise en charge de certains frais fixes, la mise en place d'une comptabilité appropriée, la définition d'une politique rationnelle de gestion des ressources humaines (renforcement des capacités des agents, redéploiement vers d'autres services et mise à disposition de cadres qualifiés, émergeant sur le budget général de l'Etat) et l'amélioration de la gestion et le renforcement du

contrôle des dépôts. De quoi rompre avec la gestion hasardeuse d'une entreprise de service public. A moyen terme, le ministère visait la révision des textes régissant la Limusco, la mise en place effective des organes d'administration et de gestion, notamment le conseil d'administration et le commissariat aux comptes, l'harmonisation des statuts sociaux de la Limusco aux exigences de l'OHADA et l'actualisation des manuels de procédure administrative et de contrôle interne.

Plus est, les difficultés de la Limusco étaient déjà identifiées : l'augmentation de la charge salariale due au recrutement direct de nouveaux agents pour satisfaire les besoins inhérents à son exploitation suite au gel des recrutements à la fonction publique en 1983, la perte de bénéfice de la garantie financière accordée aux importateurs par la fin de la police d'assurance (d'où la modicité des commandes qui ne satisfont plus les clients, l'incapacité de s'approvisionner en manuels didactiques agréés par le Gouvernement), la diminution sensible du chiffre d'affaires annuel ne permettant plus de couvrir les

(suite à la page 4)

VERBATIM Par Eric J.

Union

Le président de la République togolaise, Faure Gnassingbé a procédé le samedi 14 avril dernier, avec beaucoup de dextérité, à la création de son nouveau parti politique. Il s'appelle Union pour la République, Unir.

Le communiqué de presse assorti à la mise sur fonds baptismaux du nouveau parti a établi le but principal du nouveau parti. « Le nouveau parti vise à offrir aux Togolais un nouveau cadre d'expression politique qui leur permettra de fédérer toutes les énergies, au-delà des clivages politiques, sociaux et religieux, en vue de bâtir un Togo nouveau dans l'union, la concorde nationale et la prospérité. » peut-on lire dans le communiqué.

A y voir de près, le mot Union n'est pas choisi fortuitement. Il a tout son sens dans la vision du Président du Parti, le Président Faure Gnassingbé, qui, depuis son accession à la magistrature suprême en 2005, il l'a utilisé plusieurs fois, avec toutes ses déclinaisons, dès que l'occasion lui est offerte de s'adresser au peuple togolais. Deux facteurs essentiels justifient cette tendance.

De constat général, le Togo est profondément divisé. Les clivages ethniques, sociaux, politiques et économiques ne sont pas de nature à favoriser un développement harmonieux du pays. Cette division ambiante est le corollaire des violences électorales observées depuis l'indépendance du pays. C'est la première raison pour laquelle le Président de la République doit rechercher l'Union de tous les fils et filles de la Nation.

Secondo, le développement du pays ne peut être obtenu dans un climat de morosité généralisée où la chose publique est la chose la moins partagée. A cet effet, il y a la nécessité de fusionner toutes les énergies afin de les canaliser et d'obtenir des résultats probants. Pour se faire, il faut que les Togolais se parlent, se pardonnent, se réconcilient entre eux et s'entendent enfin sur les objectifs communs.

Au demeurant, l'Union des Togolais doit se faire dans le respect mutuel, l'égalité, la légalité et le partage. En toute démocratie.

Le panier de la ménagère à Lomé

Les "Légumes frais en feuilles" et les "Céréales non transformés" font baisser les prix de 0,2% en mars

Jean Afolabi

En mars 2012, le niveau général des prix à la consommation a connu une baisse de 0,2%, contre une hausse de 0,1% le mois précédent. La baisse du niveau général des prix au mois de mars 2012 est principalement due à la diminution de 0,4% des prix des produits de la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées", indique la direction générale de la Statistique et de la comptabilité nationale. La régression observée au niveau de la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" est essentiellement due au postes "Légumes frais en feuilles", "Sel, épices, sauces et produits alimentaires n.d.a.", "Autres produits frais de mer ou de fleuve", "Légumes frais en fruits ou en racines", "Céréales non transformés", "Fruits secs et noix", "Autres matières grasses", et "Farines, semoules et gruaux" qui ont connu respectivement un recul de 18,0%, 4,4%, 22,4%, 1,5%, 0,4%, 22,4%, 12,9% et 3,2%. Par ailleurs, précise la direction de la Statistique, malgré la baisse (-0,4%) de la fonction de consommation "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées", ses postes: "Poissons et autres produits séchés ou fumés" (+4,1%), "Sucre"

(+12,2%), "Légumes secs et oléagineux" (+4,2%), "Autres fruits frais" (+7,4%), "Autres produits à base de tubercules et de plantain" (+3,1%), "Volaille" (+2,6%), "Huile" (+1,1%) et "Pains" (+2,5%) ont amorti la baisse du niveau général des prix en mars 2012.

Les produits qui ont eu une forte contribution à la baisse de l'indice sont: "Adémé" (-16,9%), "Maïs séché en grains crus vendu au grand bol" (-2,4%), "Gombo frais" (-9,8%), "Chinchard frais (Akpala moumou)" (-10,3%), "Oignon frais rond" (-16,2%), "Crabes frais (aglinvi moumou)" (-26,0%), "Piment rouge frais" (-7,7%), "Gboma" (-17,9%), "Laitue" (-31,1%), "Piment vert (Gboyébessé)" (-11,6%), "Noix de coco sec" (-26,3%), "Igname" (-1,9%), "Bananes douces" (-8,0%), "Hareng (Manvi fumé)" (-3,8%), "Noix de palme (Décou)" (-18,5%) et "Carottes" (-17,6%).

Calculé hors produits alimentaires, le niveau général des prix a connu un repli de 0,2% contre une hausse de 0,5% le mois précédent. L'inflation sous-jacente (variation mensuelle de l'indice hors énergie, hors "produits frais") a connu une hausse de 0,1% contre une hausse de 0,3% le mois précédent. L'analyse suivant l'état des produits révèle que la baisse du niveau général des prix est à attribuer principalement à la régression des prix des produits

frais de 1,2%. Suivant la durabilité, ce recul est dû à la diminution de 0,6% des prix des biens non durables. S'agissant des secteurs, la baisse du niveau général des prix provient de la réduction de 3,5% des prix des produits du secteur primaire. Pour ce qui est de la provenance, cette baisse est liée au repli de 0,5% des prix des produits locaux.

Le niveau des prix du mois de mars 2012, comparé à celui du mois de décembre 2011 (évolution trimestrielle) a connu une hausse de 0,8%, en liaison avec l'augmentation des prix des produits des fonctions de consommation "Transports" et "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" qui ont enregistré respectivement 2,1%, et 0,8%. Par rapport à mars 2011 (glissement annuel), le niveau général des prix a enregistré une augmentation de 2,1%, due essentiellement à la hausse des prix des produits des fonctions de consommation "Transports" (+6,8%), "Logement, eau, gaz, électricité et autres combustibles" (+7,4%) et "Produits alimentaires et boissons non alcoolisées" (+0,9%). Le taux d'inflation calculé sur la base des indices moyens des douze derniers mois s'est établi à 3,1% en mars 2012 contre 3,2% le mois précédent. En janvier 2012, il était de 3,7% dans la zone UEMOA.

Contre le chômage grandissant des jeunes diplômés

Un vieux projet d'appui aux initiatives économiques en cours de réadaptation

Au Togo, ce ne sont pas les chômeurs qui manquent. Au conseil des ministres, le 11 avril dernier, le ministre Adji Otèth Ayassor de l'Economie et des finances et sa collègue Victoire Dogbé en charge de l'emploi des jeunes ont officiellement admis que dans ce petit rectangle de pays, «l'emploi fait cruellement défaut alors qu'il devrait remplir, à la fois, un rôle social fondamental en participant à la redistribution des richesses et un rôle économique par son impact...». C'est ce souci qui a amené à la création, par décret en janvier 1998, du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes (FAIEJ). Le but visé est de promouvoir l'auto-emploi et faciliter l'insertion économique des jeunes. A l'instar de ce qui se passe chez les voisins. Et qui a bien réussi, d'après de bonnes sources. A l'inverse au Togo, quatorze ans après sa création, ce fonds «n'a malheureusement jamais été rendu opérationnel», reconnaît-on officiellement. Bien qu'un décret d'application ait été pris.

Au conseil des ministres mercredi, le fonds FAIEJ a été sorti des tiroirs, dépoussiéré et diagnostiqué. Il est constaté une contradiction dans le décret d'application de mars 2007. Ainsi, le FAIEJ, qui est un établissement public administratif, explique-t-on, ne peut être, malgré sa personnalité morale et son autonomie financière, régi par le droit privé. Il devra être géré selon les règles du droit public. Dans le



Victoire Tomégah-Dogbé, Ministre de l'Emploi des jeunes

souci d'opérationnalisation du fonds, le ministre en charge de l'emploi des jeunes – à qui revient la tutelle technique du fonds – et celui en charge de l'économie et des finances – à qui revient la tutelle financière – doivent se trouver pleinement impliqués et responsabilisés pour son fonctionnement. Et les rôles de chacun clairement précisés, ainsi qu'une recombinaison des différents organes de gestion prévus, en vue d'une actualisation, d'après une étude diagnostique des mécanismes mis en place pour le fonctionnement du FAIEJ en vue de déceler les insuffisances qui entravent sa mise en activité. Des modifications s'imposent donc aux textes.

Entre-temps, dans la période du 12 au 21 septembre 2011, des équipes ont été missionnées sur le Fonds national d'insertion des jeunes (Fnij) en cours au Sénégal, sur le Fonds national pour l'emploi

des jeunes (Fnej) au Mali et sur le Fonds d'appui aux initiatives des jeunes (Faij) au Burkina Faso. Elles ont eu pour but de faire profiter des succès obtenus dans ces trois pays qui ont mis en place des mécanismes similaires.

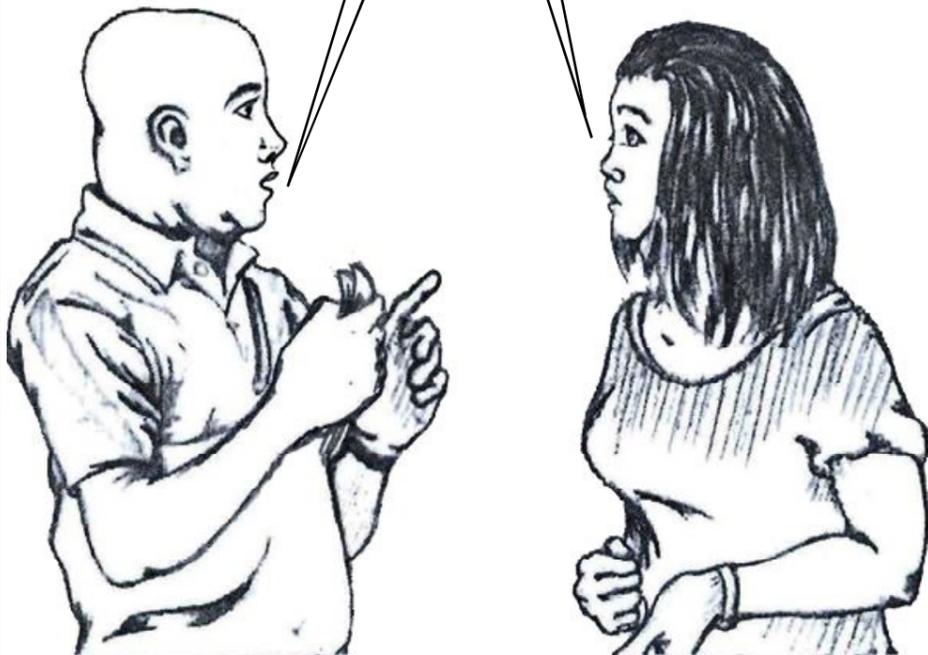
Au finish, la redynamisation du Fonds d'appui aux initiatives économiques des jeunes et son opérationnalisation vont permettre aux autorités de faciliter l'accès des jeunes au financement des micros projets et de renforcer leur insertion socioprofessionnelle. Principalement, le fonds servira de garantie aux prêts que les institutions financières viendront à consentir aux jeunes pour financer leurs micros projets. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes sont formés en entrepreneuriat et peuvent faire valoir des micros projets. Mais, le financement fait défaut. D'où la nécessité de trouver rapidement des moyens de redynamiser le FAIEJ.

JUSTE PAR DES CHIFFRES

Vous autres, le saviez-vous? C'est la nouvelle rubrique de votre journal pour nous projeter quelques chiffres sur le Togo. Histoire de faire réfléchir le collège des décideurs: gouvernants, secteur privé, ONG, associations, médias, bailleurs de fonds,... Des fois, sous un air ironisant.

Tiens, j'ai lu que la prévision de la subvention des produits pétroliers est de 36,4 milliards de francs Cfa en 2012.

Donc, plus que ce qu'on a prévu pour gérer toute notre agriculture. Le budget de ce ministère n'étant que de 24,3 milliards de francs Cfa.



Source: IMF 2011 & Republic of Togo, projet de budget 2012

Communication officielle sur la Limusco le 11 avril 2012

Une actualisation à 22 mois d'arriérés de salaires et un important endettement

(suite de la page 3)

charges fixes. En ce temps, on en était à un cumul de 18 mois de salaires impayés (de février 2005 à avril 2009) qui a poussé le personnel abandonné, le 23 février 2009, à crier son ras-le-bol.

Le document de 2012 contient aussi ces informations, avec une actualisation des données. Pendant que le nombre de dépôts passe de 22 en 1975 à 97 en 1997, avant de chuter à 77 en 2010, l'effectif du personnel de la Limusco, à ce jour, est de 165 agents (76 titulaires, 21 contractuels, 53 gardiens de nuit – tous payés sur fonds propres – et 15 agents publics émergeant au budget général). Pour l'année 2011, la masse salariale annuelle (salaire net + charges sociales + charges fiscales) du personnel recruté par la Limusco se chiffre à 107.563.392 francs Cfa. En raison des dysfonctionnements et insuffisances, la librairie détient un cumul de 22 mois d'arriérés de salaires (de mai 2010 à février 2012), soit 131.226.066 francs Cfa, et un endettement important évalué au 29 février 2012 à 697.820.654 francs Cfa, vis-à-vis des fournisseurs étrangers (pour livraison de Calcul

Quotidien et de Livre Ecole & Développement), des fournisseurs locaux (pour livraison de cahiers, carnets de reçus, bics, craies, effaceurs, règles, sacs scolaires, correcteurs, surligneurs, stylos à bille, NS Mamadou et Binéta, registres journaliers d'appel, ardoises, livres Flamboyant, journal de classe, facturier et compas tableau). Y compris un emprunt auprès de l'ex-Caisse d'Epargne du Togo pour 76.726.144 francs Cfa, des dettes sociales auprès du CHU Tokoin (223.940 francs Cfa), du CHU Campus (416.000 francs Cfa), de l'Hôpital Afagnan (448.750 francs Cfa) et de la CNSS (160.224.568 francs Cfa), un emprunt auprès du Trésor public pour 34.999.997 francs Cfa (15 millions remboursés à ce jour) et une dette fiscale de 51.160.230 francs Cfa.

Pour gérer les difficultés, l'Etat a dû apporter entre 2008-2011 un début de solutions à travers un appui financier de 249.101.486 francs Cfa, sous forme de subvention pour achat de cahiers en 2008, d'aide en octobre 2009 pour le paiement des salaires de novembre et décembre 2008 et de janvier et février 2009,

d'aide en janvier 2011 pour le paiement de onze mois d'arriérés de salaires aux agents, d'achat en mai 2010 de 52.000 livres de lecture « Le Flamboyant », etc.

Au demeurant, la Limusco n'a pas qu'un passif assez lourd. Ses actifs sont plus ou moins importants, évalués à 293.491.348 francs Cfa: immobilisations corporelles (terrains, constructions, matériels de transport), stocks disponibles, créances et trésorerie (situation banque). Avant d'y voir plus clair, il est dit officiellement que la gestion hasardeuse nécessite « des mesures énergiques que la ministre des Enseignements primaire et secondaire a été instruite de proposer, en relation avec le ministre de l'Economie et des finances et le ministre du Travail, au cours d'un prochain conseil des ministres ».

Pour rappel, créée le 28 mai 1974, la Limusco est un établissement public à vocation sociale doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Face au fléchissement, un audit a été commandité et réalisé en août 2008 par le cabinet in Trans Conseils & Services.

MUSIQUE

Ola Lade bientôt dans les bacs

Selon notre confrère www.togocultures.com, Ola Ladé, chanteur de musique afro-pop, résidant en Allemagne, fera bientôt un retour dans les bacs avec un nouvel album. Ola Ladé est déjà auteur de trois albums "Adire", "Ola" et le single "Ayé".

Dans cette interview, le plus allemand des chanteurs togolais parle de son single "Alima", présenté à la télévision le 12 mars dernier.

"Alima" est une chanson d'amour, selon le chanteur, "une vraie histoire" "vécue lorsque j'étais encore sur les bancs".

Polyglotte, Ola Ladé est connu pour chanter en mina, ewé, les langues du Nigeria, en anglais et en Français. Dans son prochain album, il y a beaucoup plus de chansons en ewé. "Dans le prochain album, j'ai mis plus d'accent sur l'ewé que je considère comme une langue par laquelle je peux également faire passer mes messages, étant donné que je suis aussi un fils du pays", a-t-il confié.

En termes de la circulation de la musique togolaise à l'étranger, s'il affirme être satisfait des nouvelles concernant certains produits, il demeure sceptique en ce qui concerne son pays d'adoption, l'Allemagne. "L'Allemand est plus attiré par le folklore togolais", a-t-il souligné.

Pour une musique compétitive et



donc exportable, Ola Ladé recommande d'accorder "plus d'importance à ce que nous faisons comme musique au Togo et en être fier". En gros, il y a trop de Togolais qui n'aiment pas la musique togolaise. Ce sentiment d'auto-flagellation est très partagé dans un pays où les gens expriment moins de fierté face à ce qui se fait chez eux.

"La diaspora togolaise n'est pas vaste comme celle des autres pays que vous avez cités, raison de plus

pour mettre le paquet sur le dossier "valorisation du patrimoine musical togolais", a ajouté le germano-togolais.

Il a fini en donnant un conseil aux Africains installés en Occident. "Sur la base de mon expérience, l'on ne doit pas se limiter seulement à l'Afrique; c'est toujours profitable de faire des allers-retours pour pouvoir creuser ses connaissances et les mettre à la disposition de ceux qui en ont besoin."

Archéologie

L'Unesco appelle à agir pour éviter la perte des manuscrits de Tombouctou

La directrice générale de l'Unesco, Irina Bokova, a appelé lundi à une action concertée des pays frontaliers du Mali pour empêcher le trafic de «trésors documentaires» de Tombouctou qui auraient été volés par les islamistes ayant pris le contrôle du nord du pays.

«Les informations selon lesquelles les rebelles auraient pris le contrôle de l'Institut des hautes études et de recherches islamiques Ahmed Baba de Tombouctou ainsi que d'autres institutions culturelles sont très inquiétantes», a déclaré Mme Bokova dans un communiqué.

«Ces centres abritent des documents anciens, écrits ou recopiés localement, acquis au Maghreb et en Afrique subsaharienne ou envoyés par des pèlerins des pays musulmans éloignés. Beaucoup datent de l'âge d'or de Tombouctou, entre le XII^{ème} et le XV^{ème} siècle. Ils traitent de sujets variés allant de la théologie aux mathématiques, en passant par la médecine, l'astronomie, la musique», ajoute-t-elle.

La directrice générale appelle les pays frontaliers à prendre des mesures pour empêcher le trafic de «ces trésors de l'humanité tout entière», dont la perte serait «gravissime».

Fondé à Tombouctou en 1973, le Cedrab, dénommé ensuite Institut des hautes études et de recherches

islamiques Ahmed Baba, abrite entre 60 et 100.000 manuscrits, selon le ministère malien de la Culture.

Selon des témoignages obtenus par l'AFP, des islamistes du mouvement armé Ansar Dine, appuyés par Al-Qaïda au Maghreb islamique (Aqmi), sont rentrés dans le centre de documentation jeudi et en sont ressortis avec des sachets de documents.

Tombouctou, grand centre intellectuel de l'islam et ancienne cité marchande prospère des caravanes,

renommée «la perle du désert», est inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco.

Ses trois grandes mosquées, mais surtout des dizaines de milliers de manuscrits - dont certains datent de l'ère pré-islamique - témoignent de cette splendeur passée et de son âge d'or au XV^{ème} siècle.

Le Nord malien est depuis deux semaines sous la coupe des rebelles touareg, des islamistes armés d'Ansar Dine et d'Aqmi ainsi que de trafiquants et de divers groupes criminels.

Togo/ Le projet volley-ball à l'école prend forme avec la formation des enseignants

Une trentaine d'enseignants du cours primaire de vingt-deux établissements de Lomé et ses environs ont suivi une formation d'animateurs de volley-ball dans le cadre du projet volley-ball à l'école lancé en 2009 par le ministre des Enseignements primaire, secondaire et de l'Alphabétisation et de celui des Sports et des Loisirs, a appris dimanche l'agence Xinhua. Ce projet qui a ciblé 200 écoles sur toute l'étendue du territoire nationale entre ainsi dans sa phase décisive après la distribution de 2.000 ballons offerts par la Fédération Internationale de Volley-ball (FIVB). Durant deux jours, les enseignants ont été initiés aux petites techniques de base à transmettre aux élèves, notamment celles de touche et de manchette, à l'organisation de petites compétitions pour les enfants (un contre un, deux contre deux, trois contre trois) sur un terrain réduit. Ils ont également appris à tisser le filet et à fabriquer les ballons avec du papier pour apprendre les gestes aux enfants. La formation se poursuivra à l'intérieur du pays dans les ligues afin de promouvoir le volley-ball à la base, a déclaré le directeur technique national de la Fédération Togolaise de Volley-ball, Fiati Koffi. Chaque participant est reparti avec 10 ballons pour le compte de son établissement.

Angleterre/La Fédération anglaise demande d'introduire la technologie sur la ligne

La Fédération anglaise de football (FA) a de nouveau demandé lundi l'introduction de la technologie sur la ligne, au lendemain de la demi-finale de la Coupe d'Angleterre où un but non valable a été accordé à Chelsea aux dépens de Tottenham.

Le tir de l'Espagnol Mata n'avait pas franchi la ligne, mais l'arbitre a néanmoins accordé le but aux "Blues", finalement vainqueurs 5 à 1.

L'International Board (IFAB), l'organe chargé des lois du jeu, doit se prononcer sur l'utilisation de la technologie sur la ligne de but lors de sa prochaine réunion le 2 juillet.

"La FA demande à l'IFAB l'introduction de la technologie sur la ligne depuis plus de dix ans, et nous renouvelons notre désir de la voir adoptée aussi tôt que possible. Aucune autre fédération que la nôtre n'a fait autant pour cela", a déclaré la FA dans un communiqué, expliquant qu'elle ne pouvait prendre seule l'initiative d'une telle mesure.

Les joueurs de Tottenham n'ont pas caché leur colère dimanche après leur défaite. Le Togolais Emmanuel Adebayor a jugé qu'il fallait "faire quelque chose". "Cela tue le championnat, cela tue la coupe, cela tue le jeu", a-t-il dit.

Ceux de Chelsea ont eux-mêmes reconnu que l'arbitre avait fait une erreur. "Il n'y avait pas but, c'est aussi simple que cela. Je crois que nous avons besoin de la technologie", a dit l'Anglais Frank Lampard, qui s'était lui-même vu refuser un but valable à la Coupe du monde 2010.

SPORTS

FOOTBALL/ LdC

Le Bayern joue pour une finale à domicile en recevant le Real

Invaincu en neuf matches à Munich face au Real de Madrid, le Bayern de Munich espère poursuivre sa série à l'occasion de la réception du géant madrilène, aujourd'hui en demi-finale aller de la Ligue des champions, et entrebâiller les portes domant sur une finale à domicile le 19 mai prochain.

Depuis le début de la compétition, les Bavarois ont pour objectif de se qualifier pour cette finale à la maison qui leur offrirait une chance unique de remporter leur cinquième Coupe d'Europe. Mais le Real de Madrid, animé par l'obsession de connaître une dixième consécration en Ligue des champions, constitue un obstacle redoutable que Jupp Heynckes, l'entraîneur munichois, est bien placé pour apprécier car il a conduit le club madrilène au titre européen en 1998.

"Chacun sait ce qui nous attend. C'est l'adversaire le plus difficile de la saison", a estimé Toni Kroos, le milieu de terrain international du Bayern.

Alors qu'il n'a pratiquement plus aucune chance de remporter la Bundesliga (il accuse huit longueurs de retard sur le leader, le Borussia Dortmund), le club de Franck Ribéry reporte ses principaux espoirs sur la Ligue des champions. "Nous n'aurons aucun problème pour nous motiver mardi soir. On fera tout ce qu'il faut pour avoir une place en finale", a promis le brillant attaquant bavarois Thomas Müller.

Ce quatrième rendez-vous des deux équipes au stade des demi-finales de la C1 promet de très belles empoignades pour la maîtrise de la balle et, surtout, un duel explosif entre attaquants des deux formations. Le Bayern est richement doté avec Franck Ribéry, Arjen Robben et sur-



tout Mario Gomez, le deuxième réalisateur de l'épreuve avec 11 buts.

Mais en face, le leader du championnat espagnol est surarmé. Ainsi Cristiano Ronaldo et ses coéquipiers de l'attaque, Karim Benzema et Gonzalo Higuain, ont-ils inscrit à eux trois 107 buts toutes compétitions confondues. Ronaldo, seul, affole les compteurs avec 41 buts en Liga espagnole et huit en Ligue des champions.

"Le Bayern et nous-mêmes pos-

édons un considérable potentiel offensif", a souligné Xavi Alonso, le maître à jouer du Real et de la sélection ibérique. "Nous savons qu'il faudra être au meilleur niveau pour les arrêter et capitaliser sur nos capacités en attaque. Nous sommes deux équipes solides qui jouent un football dynamique et rapide".

La formation bavaroise a remporté 13 de ses 14 derniers matches à l'Allianz Arena de Munich et reste sur un succès (2-0) face à Marseille en

quart de finale retour. Le Real, quant à lui, est demeuré invaincu depuis le début de la compétition (9 victoires, 1 nul) tout en ayant inscrit 32 buts. Pour autant, l'Allemagne reste une terre de mission pour le ténor ibérique qui, en 22 visites outre-Rhin, n'a enregistré qu'un succès en septembre 2000 sur le terrain du Bayer Leverkusen (3-2).

L'autre demi-finale aller opposera, mercredi soir à Londres, Chelsea à Barcelone, tenant du titre. AP



Bi-hebdomadaire togolais d'informations et d'analyses

Révisé N°0145/16/02/01/HAAC

Siège: Wuiti - Nkafu

Tél: 22 61 35 29 / 90 05 94 28

e-mail: patrie006@yahoo.fr

Casier N° 60 / M.P.

Imprimerie: St Laurent

Tirage: 2500 exemplaires

Directeur de la Publication
Hugue Eric JOHNSON

Directeur de la Rédaction
Jean AFOLABI

Rédaction
Sylvestre D.
Hervé AGBODAN
Maurille AFERI
Pater LATE
Kossiwa TCHAMDJA
Koffi SOUZA
Alan LAUSON
Abel DJOBO
Tony FEDA

Service photographie
Roland OGOUNDE

Dessin-Caricature
LAWSON Laté

Graphisme
BOGLAG.

Société

Des veuves s'opposent de plus en plus aux humiliations rituelles

Au cours de certains rites, des veuves subissent toutes sortes de maltraitements et d'humiliations de la part de leurs belles-familles. Résignées, certaines continuent à subir. D'autres résistent. Des Eglises et des associations les aident à en échapper ou à sortir de leurs traumatismes.

Etonam Sossou

Rester des jours entiers en face d'un mur, la tête baissée, le visage et le corps recouverts de boue et de poussière. Marcher pieds-nus. Dormir sur une natte de fortune. Ne pas adresser la parole aux hommes ni les regarder. N'avoir de contact qu'avec des veuves qui décident de vos heures de bain et de repas, quand vous n'en êtes pas privée. Pleurer sous la dictée des belles-sœurs qui quelquefois vous insultent, vous reprochent d'avoir vécu heureuse avec votre époux, vous donnent des coups à cause de votre coiffure trop belle ou de votre tenue trop propre à leur goût. Être quelquefois obligée de devenir l'épouse d'un beau frère. La liste est longue des humiliations et des souffrances infligées aux veuves au nom de la tradition. Toutefois, certaines tiennent tête à la belle-famille et réussissent à éviter les maltraitements. «Après l'enterrement de mon mari, des beaux-frères sont venus me voir



pour me demander de devenir l'épouse de mon bel oncle. J'ai refusé catégoriquement et je les ai chassés de ma maison. Ils sont

partis et ne sont plus jamais revenus ! », explique une veuve qui a requis l'anonymat.

Le combat contre les abus de

certaines membres de la belle-famille est cependant dur et inégal. Et, si certaines résistent, d'autres finissent par céder. Yolande dit avoir refusé de pleurer debout dans la rue, mais avoue avoir subi des sévices de la part des cousines du défunt. « Elles m'ont recouverte de poussière et m'ont mis de la boue au visage ». Après l'enterrement, poursuit-elle, « à 4 h du matin, elles nous ont amenées, mes coépouses et moi, à la rivière pour nous laver. Comme j'avais des cheveux défrisés, elles m'ont insultée et m'ont obligée à payer 25 000 Fcfa pour me les couper. L'eau dans laquelle nous étions lavées était très sale. Il y avait des immondices et même un poulet mort en décomposition... »

Le prétexte de la tradition

Le veuvage est en principe pour celui ou celle qui l'observe une expression d'amour pour le défunt. On reconnaît toutefois que quelques uns abusent et profitent de la coutume pour exercer une certaine brimade sur la belle sœur. Cette tradition n'est pas celle

laissée par nos ancêtres. Interrogée sur cette question, Ruth, une femme qui ignore les règles traditionnelles du veuvage, estime que certaines méritent ces mauvais traitements. Souvent, juge-t-elle, « si de son vivant l'homme délaisse sa famille pour ne s'occuper que de sa femme. Si celle-ci est mauvaise de caractère, si elle reçoit mal les parents du mari, elle leur complique la vie. C'est normal qu'à leur tour ils le lui fassent payer ! ».

Généralement, les veuves maltraitées ne vont pas se plaindre au tribunal. Les veuves, même celles qui sont instruites, ne vont pas au tribunal parce qu'elles ont peur de la sorcellerie. Il faut se protéger et protéger les enfants contre les mauvais sorts, mais aussi sauver son honneur, parce que la belle-famille est capable de faire courir des bruits d'infidélité sur vous.

Eglises et associations refuges

Pour aider ces veuves, l'action des Eglises et des associations est

mise à contribution. « Comme je suis catholique, explique l'une de ces femmes, des sœurs de l'Eglise sont venues à la veillée. Voyant l'état dans lequel on m'avait mise, elles ont demandé à ma belle-sœur également catholique de dire à ses cousines de ne plus me maltraiter sinon elle serait excommuniée. Grâce à l'Eglise, les sévices n'ont duré qu'une journée ». Leur travail consiste à conseiller les veuves, pour qu'elles apprennent à réintégrer la société et à bien encadrer leurs enfants. Elles sont envoyées parfois chez le prêtre qui prie pour elles, ensuite, si elles le souhaitent, on organise pour elles un retrait de deuil et même des bains de purification.

Certains adoucissent les rituels. D'autres s'en passent tout simplement et ne s'en portent pas plus mal pour autant. François, veuf, raconte son expérience non sans une certaine ironie : « Moi, j'ai refusé de faire ces rites et je ne suis pas mort ».

La NJSPF soutient la création du nouveau parti UNIR



N.J.S.P.F.

NOUVELLE JEUNESSE POUR LE SOUTIEN AU PRÉSIDENT FAURE



N.J.S.P.F.

COMMUNIQUE DE PRESSE

Le samedi 14 avril 2012, son Excellence Faure Essozimna GNASSINGBE Président de la République a présidé dans la ville d'Atakpamé les travaux qui ont abouti à la naissance d'une formation politique dénommée Union pour la République (UNIR) dont il est le Président Provisoire.

La Nouvelle Jeunesse pour le Soutien au Président Faure (NJSPF) qui a compris depuis plus de 3 ans déjà qu'une nouvelle formation politique présidentielle était indispensable pour permettre au Chef de l'Etat de traduire dans les faits sa vision pour un Togo uni et prospère, se réjouit du courage, et de l'engagement du Président de la République qui a dû transcender certains acquis légitimes de la mouvance Présidentielle pour s'adapter aux exigences du contexte politique national et international.

La NJSPF se félicite du fait que ses nombreux appels lancés à l'endroit du Chef de l'Etat pour la création d'un nouveau parti politique d'ouverture, des appels qui ne sont d'ailleurs que l'expression de la volonté de l'immense majorité des togolais soient entendus.

La NJSPF demande à la jeunesse togolaise et à celle de la diaspora d'être mobilisées aux côtés du Président de la République pour l'accompagner dans cette nouvelle page de l'histoire du Togo qui nous en sommes persuadés créera des meilleurs conditions de vie aux togolais de quelque bord qu'ils soient.

La NJSPF souhaite plein succès au parti UNIR, pour le renforcement des valeurs de réconciliation, de paix et de développement prônées par le Président de la République.

Fait à Lomé le 16 avril 2012

Pour la NJSPF, le Président National

 Noël M. DE POUKN

La Jeunesse du Président Faure!

Tél. (00228) 22 42 62 00 / (00228) 90 96 54 94 - (00228) 98 78 34 63 - Email : njspf@yahoo.fr
 Siège national : Bvd. de la Kara prolongé, Quartier Tokoin Wuiti, en face de la salle du royaume des témoins de Jéhovah.

Loterie Nationale Togolaise

COMMENTAIRE DU TIRAGE N°172 DE LOTO KADOO DU 06 AVRIL 2012

Le tirage de Loto KADOO de ce vendredi 13 Avril 2012, porte le N°173.

Vendredi dernier, plusieurs parieurs basés aussi bien à l'intérieur du pays qu'à LOME, ont eu le bonheur de remporter de nombreux gros lots.

Les opérateurs 2106 et 7701 basé à BADOU et le vente 2010 situé à ATAKPAME ont enregistré chacun un lot de 500.000F CFA.

A NOTSE, c'est un lot de 750.000F CFA qui a été recensé auprès de l'opérateur 2210.

A LOME, deux gros lots ont été dénombrés lors du dernier tirage de Loto KADOO. Il s'agit d'un lot de 500.000F CFA remportés sur le point de vente 6939 et d'un gros lot de 1.350.000F CFA enregistré auprès de l'opérateur 7724.

La remise des lots à Lomé se fera au siège de la LONATO et à l'intérieur du pays dans les Agences Régionales

AVEC LOTO KADOO TOUS LES VENDREDIS, UNE AUTRE FAÇON DE DEVENIR RICHE ! BONNE CHANCE A VOUS TOUS !!!

LOTO KADOO

Résultats du tirage N°173 de Loto Kadoo du Vendredi 13 Avril 2012

Numéro de base

72

43

01

78

22

LOTTO DIAMANT

Résultats du tirage N° 583 de Lotto Diamant du lundi 16 Avril 2012

Numéro de base

84

68

29

55

47